



Agence d'évaluation d'impact du Canada Impact Assessment Agency of Canada

Région du Québec Quebec Region
901-1550, avenue d'Estimauville 901-1550, d'Estimauville Avenue
Québec (Québec) G1J 0C1 Quebec, QC G1J 0C1

Québec, 13 septembre 2021

Louis Breton

Gestionnaire intérimaire, Section évaluation environnementale, Direction des activités de protection de l'environnement
Environnement et Changement climatique Canada
801-1550 avenue D'Estimauville
Québec, Québec, G1J 0C3
louis.breton@ec.gc.ca

OBJET : Demande de désignation en vertu de la *Loi sur l'évaluation d'impact* pour le projet de bâtiment industriel proposé par Meltech Innovation Canada inc. à l'aéroport Montréal-Trudeau

Louis Breton,

Le 23 août 2021, le ministre de l'Environnement et du Changement climatique (le ministre) a reçu une demande pour désigner le projet de construction d'un bâtiment industriel proposé par Meltech Innovation Canada inc. à l'aéroport Montréal-Trudeau (le projet) aux termes du paragraphe 9(1) de la *Loi sur l'évaluation d'impact* (LEI).

Le projet

Le projet est situé sur l'île de Montréal au Québec et consisterait à construire et exploiter un bâtiment industriel sur la partie nord du lot 5 599 104 situé sur le chemin de l'Aviation à l'Aéroport international Montréal-Trudeau. Le bâtiment aurait une superficie d'environ 4 000 mètres carrés et occuperait un terrain d'une superficie d'environ 15 500 mètres carrés. Le bâtiment serait utilisé pour produire des toiles non tissées nécessaires à la fabrication de masques de protection individuelle. Le terrain est en friche depuis 2016 et est localisé sur le site de deux anciennes allées d'un terrain de golf existant et adjacent à sa limite sud.

Aéroports de Montréal, en tant qu'autorité en vertu de l'annexe 4 de la *Loi sur l'évaluation d'impact*, effectue présentement une évaluation en vertu des articles 81 à 91 de cette loi afin de déterminer si la réalisation du projet est susceptible d'entraîner des effets environnementaux négatifs importants. Le [lien suivant](#) mène vers une étude publiée sur le Registre canadien d'évaluation d'impact par Aéroports de Montréal concernant le site du projet.

.../2



Le projet, tel que proposé, n'est pas un projet désigné tel que décrit dans le *Règlement sur les activités concrètes* (aussi connu sous le nom de Liste des projets). Le processus d'évaluation d'impact en vertu de la LEI ne s'applique qu'aux projets désignés.

Demande de désignation

Vous trouverez ci-joint la demande de désignation reçue par le ministre. Aux termes du paragraphe 9(1) de la LEI, le ministre peut, par arrêté, désigner une activité concrète non prescrite dans le *Règlement sur les activités concrètes*, si, à son avis, l'activité concrète est susceptible d'entraîner des effets négatifs relevant de la compétence fédérale ou des effets négatifs directs ou accessoires (résultant de décisions fédérales), ou lorsque des préoccupations du public liées à ces effets justifient la désignation. Conformément au paragraphe 9(4) de la LEI, il est prévu que le ministre réponde à la demande avec ses raisons, d'ici le 21 novembre 2021.

L'Agence d'évaluation d'impact du Canada (l'Agence) examinera les renseignements relatifs au projet, toute préoccupation exprimée par le public (dont l'Agence a connaissance) et les peuples autochtones, ainsi que les avis d'experts gouvernementaux afin d'informer le ministre quant à savoir si le projet doit être désigné. S'il est désigné, pour procéder au projet, Meltech Innovation Canada inc. sera tenu de soumettre une description initiale du projet à l'Agence, entamant ainsi la phase de planification de la LEI. Dans ce cas, la phase de planification comprendra la détermination, par l'Agence, de la nécessité d'une évaluation d'impact fédérale.

Des renseignements supplémentaires sur le processus de traitement des demandes de désignation sont disponibles à l'adresse suivante : <https://www.canada.ca/fr/agence-evaluation-impact/services/politiques-et-orientation/designer-loi-evaluation-impact.html>.

Sollicitation d'un avis d'une autorité fédérale

L'Agence vous demande de remplir et de fournir le formulaire ci-joint avant le 27 septembre 2021.

Dans les prochains jours, une page de Registre pour le projet (No de référence à venir) sera disponible sur le site Internet du Registre canadien d'évaluation d'impact. Veuillez utiliser l'adresse courriel qui sera accessible sur la page de Registre pour le projet ou l'adresse courriel de la soussignée pour fournir à l'Agence les renseignements concernant ce dossier.

Remarque importante : Tous les documents produits, rassemblés ou reçus dans le cadre du processus de demande de désignation, à moins que cela ne soit interdit en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information* ou de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*, sont considérés comme publics et peuvent être divulgués. Si vous souhaitez fournir des commentaires ou des documents contenant des renseignements confidentiels ou sensibles qui, selon vous, ne devraient pas être divulgués au public, veuillez communiquer avec l'Agence avant de soumettre les renseignements. Les renseignements marqués comme confidentiels ne seront pas acceptés sans qu'il y ait eu une communication préalable avec l'Agence.

Pour toute autre question concernant le projet et cette analyse, n'hésitez pas à communiquer avec moi par téléphone au 418 930-1586 ou par courriel à mireille.lapointe@iaac-aeic.qc.ca.

Cordialement,

<Original signé par>

Mireille Lapointe
Gestionnaire de projet – Québec

p.j. : 1 - Fiche d'avis pour l'autorité fédérale : Demande de désignation en vertu de la LEI
2 - Request for Designation of Meltech Project

PIÈCE JOINTE 1 :
Fiche d'avis pour l'autorité fédérale : Demande de désignation en vertu de la LEI
Réponse demandée au plus tard le 27 septembre 2021
Projet Meltech - Batiment industriel - Aéroport Montréal-Trudeau

Ministère/organisme	
Nom de la personne-ressource principale	
Adresse postale complète	
Adresse courriel	
No de téléphone	
Nom d'une deuxième personne-ressource au ministère/organisme	

-
1. Votre ministère ou organisme a-t-il un intérêt dans le projet, exercé des attributions qui lui sont conférées sous le régime d'une loi fédérale en rapport avec le projet, ou pris des mesures (y compris une aide financière) qui permettraient au projet d'aller de l'avant, en totalité ou en partie?

Veillez préciser s'il y a lieu.

-
2. Est-il probable que votre ministère ou organisme soit tenu d'exercer des attributions en rapport avec le projet pour lui permettre d'aller de l'avant?

Dans l'affirmative, précisez ces attributions et leur source législative.

-
3. Si votre ministère ou organisme exerce des attributions qui lui sont conférées sous le régime d'une loi fédérale en rapport avec le projet, cela nécessitera-t-il une consultation du public et des Autochtones?

Veillez préciser s'il y a lieu.

-
4. Votre ministère ou organisme est-il en possession de connaissances spécialisées pouvant être liées à des effets négatifs potentiels relevant de la compétence fédérale ou à des effets négatifs directs ou accessoires découlant du projet?

Veillez préciser s'il y a lieu.

5. Votre ministère ou organisme a-t-il eu des contacts ou une participation quelconque avec le promoteur ou toute autre partie relativement au projet?

Veillez donner un aperçu des renseignements ou des avis échangés.

6. Du point de vue du mandat et du (des) domaine(s) d'expertise de votre ministère ou organisme, le projet est-il susceptible d'avoir des effets négatifs relevant de la compétence fédérale ou des effets négatifs directs ou accessoires, comme indiqué à l'article 2 de la *Loi sur l'évaluation d'impact*? Certains de ces effets pourraient-ils être gérés au moyen de mécanismes législatifs ou réglementaires administrés par votre ministère ou organisme? Si un permis, une autorisation ou une approbation pourrait être délivré, pourrait-il inclure des conditions relatives à ces effets?

Veillez préciser s'il y a lieu.

7. Votre ministère ou organisme a-t-il un programme ou une autorité supplémentaire qui pourrait s'avérer pertinent et pourrait être considéré comme une solution potentielle aux préoccupations exprimées au sujet du projet? En particulier, les préoccupations suivantes ont été soulevées par le demandeur : La localisation du projet dans un endroit sensible sur le plan environnemental; la présence sur le site de l'habitat de reproduction du papillon monarque; l'attrait de ce site pour les animaux sauvages; le refuge que constitue ce site pour plusieurs espèces d'insectes, de reptiles, de poissons, de mammifères petits et grands et d'oiseaux en péril; la création d'une aire de conservation ou d'une réserve nationale de faune dans ce secteur en incluant ce site; la nécessité et la pertinence d'utiliser ce site pour la production de toiles non tissées pour masques de protection individuelle; les sites de nidification et d'alimentation pour les oiseaux migrateurs; la protection des poissons et de leur habitat des effets du drainage et de la pollution; l'impact potentiel de ce projet sur le nombre de papillons monarques qui migrent du Canada vers la Californie et le Mexique; les effets sur les peuples autochtones et leurs droits.

Dans l'affirmative, veuillez spécifier le programme ou l'autorité.

8. Votre ministère ou organisme dispose-t-il de renseignements sur les intérêts des groupes autochtones à proximité du projet, l'exercice de leurs droits protégés par l'article 35 de la *Loi constitutionnelle de 1982* ou toute consultation et tout accommodement entrepris, en cours ou prévu pour traiter des impacts négatifs sur les droits des groupes autochtones en vertu de l'article 35?

Dans l'affirmative, veuillez spécifier.

9. Si votre ministère dispose de documents d'orientation qui pourraient être utiles au promoteur ou à l'Agence, veuillez les inclure sous forme de pièces jointes ou d'hyperliens dans votre réponse.

Nom du répondant du ministère ou de l'organisme

Titre du répondant

Date



Request for Designation of Meltech Project

1. Introduction

This request for designation of a project under Section 9 of the Impact Assessment Act is submitted on behalf of the Green Coalition/Coalition Verte. The Coalition, founded in 1988, is a Federally incorporated not for profit organisation comprising more than 80 citizen groups and over 300 individual members all dedicated to the protection of the environmentⁱ.

The project in question is currently the subject of a Project on Federal Lands Impact Assessment under sections 81 through 91 of the Impact Assessment Act under the authority of the Ministry of Innovation, Science and Economic Development and the Montreal Airport Authority (Aéroports de Montréal). The Green Coalition believe, however, that given the seriousness of the potential impacts as outlined below, that the project warrants a more thorough and independent Impact Assessment under section 9 of the Act.

The request is presented in accordance with the document Operational Guide: Designating a Project under the Impact Assessment Actⁱⁱ.

2. Contact details of Requesting Party

Green Coalition/Coalition Verte
18, avenue de l'Alliance,
Montréal, Qc,
H4K2C6

Email greencoalitionverte@yahoo.ca

Telephone 514 684 7970

3. Statement explaining the request for the Minister to designate a project;

3.1 Description of the project that is the subject of the request,

3.1.1 Project name,

YUL Montreal - Trudeau International Airport – Construction of an industrial building to produce nonwoven fabric for surgical masks.

3.1.2 Proponent name and address

Meltech Innovation Canada Inc.

Medicom Group

2555 Chemin de l'Aviation, Montréal, Québec, Canada. H9P 2Z2

3.1.3 Project location

The north part of lot 5 599 104 located on the Chemin de l'Aviation at YUL Montreal-Trudeau International Airport.



3.1.4 Descriptive information about the project,

Construction of an industrial building of ground surface area approximately 4,000 square meters, situated on a 15,500 square meter lot. The proposed building is intended for the production of nonwoven fabric for surgical mask manufacturing.

3.1.5 Links to relevant documentation

Project documentation including an Ecological Survey is available at the Canadian Impact Assessment Registry.ⁱⁱⁱ

4 Explanation of why the project should be designated, including potential adverse effects that the project may cause.

4.1. The project is in an environmentally sensitive location

The project lot is located on an area of approximately 150 hectares owned by the Government of Canada, currently leased to the Aéroports de Montreal (ADM). The project site lies in a section of the 150 hectares that was formerly part of the adjacent Golf Dorval course but has been unused and allowed to re-wild for several years. As a result of this re-wilding this area has become a significant breeding habitat for the endangered Monarch Butterfly and is known as the Monarch Fields. The threat the proposed project poses to the Monarch has been extensively covered in the media^{iv}.

Together with land located on the Montreal Technoparc to the east, the Government land forms an integral part of Montreal's last large, unprotected, marshland and riverine ecosystem - 200 hectares of rare wildlife habitats - the size of Mount Royal Park. Forests, grasslands, marshes and ponds, vernal pools and streams that flow north to Rivière des prairies and South to the St. Lawrence River shelter an abundance of living species, notably the largest variety of bird species recorded on Montreal Island.

Over the last few decades, all 200 hectares of varied terrains have naturally regenerated, with the result that the contiguous 200-hectare ecosystem is attracting a great variety of wildlife from far and wide. As urban sprawl has replaced habitat throughout the Greater Montreal Region at an accelerated pace over the last 30 years, Montreal's last large unprotected marshland and riverine ecosystem has become a final refuge for many species – insects, reptiles, fish, mammals large and small, as well as many bird species at risk and in serious decline including the following:

Threatened

Least Bittern;
Barn Swallow (Bank Swallow);
Bobolink;
Chimney Swift;
Eastern Meadowlark;
Lesser Yellowlegs;
Whippoorwill;
Wood Thrush;

Of Special Concern

Canada Warbler;
Common Nighthawk;
Eastern Wood Peewee;



Evening Grosbeak;
Olive-sided Flycatcher;
Rusty Blackbird;
Short-eared Owl

Now, these biodiverse species are finding their physical needs met on these 200 hectares, proliferating, thriving, adapting to their chosen niche. The Trophic network or Food Chain of this unique ecosystem is complex and complete, ensuring its long-term viability. From microscopic organisms to macro species like birds and mammals, this is extremely healthy, robust and resilient.

No land where wild species now persist and thrive, even in our cities, can be dismissed as expendable. The linkages between climate change and biodiversity-biomass decline are becoming ever more starkly apparent. We must prioritize the return of damaged lands to a natural state for the sake of both struggling wildlife and vulnerable people. This, both, the ongoing international process at the United Nations and the overwhelming scientific consensus makes clear.

"We need transformational change operating on processes and behaviours at all levels: individual, communities, business, institutions and governments." "We must redefine our way of life and consumption." Among contributors to Earth's shattered equilibrium, are "losses of habitat and resilience" and "overexploitation." These are among the conclusions of a recently released report by the United Nations Intergovernmental Panel on Climate Change (IPCC)^v. Business and institutions mean Medicom, Meltech Innovation and the ADM. The Government of Canada must prioritize and contribute to solutions not exacerbate the problem.

Canada has already lost 90% of its urban wetlands and so has Montreal. Moreover, Montreal, with the lowest tally of natural space conserved per capita among Canadian cities needs the promised help of the federal government to increase its urban parks. There is no better way for the federal government to fulfil the commitment of the Throne Speech of September 23rd, 2020 in Quebec than to create the National Wildlife Area to conserve the federally owned portion of Montreal's last large unprotected wetland ecosystem and then to ensure the protection of the adjacent Technoparc wetlands in turn.

"The pandemic has reminded Canadians of the importance of nature. The Government will work with municipalities as part of a new commitment to expand urban parks, so that everyone has access to green space." ^{vi}

4. 2. New type of activity involved in the project

Since there is currently no facility in Canada for producing non-woven fabric for surgical masks the strategic importance of the proposed facility is clear but it has no relevance to Airport activities and there are many alternative sites in the Dorval – Côte-de-Liesse and other industrial parks of the West-Island. There is thus no compelling reason why this facility need be located on the proposed site with the accompanying highly negative environmental impact.

4.4. Potential adverse effects that are of concern and fall within federal jurisdiction

4.4.1 Effects on fish, fish habitat and aquatic species, as defined in subsection 2(1) of the Species at Risk Act;

The project site and surrounding areas provide food and nesting sites for migratory birds.



The trophic network includes streams that connect to the St. Lawrence River to the South and the Rivière des Prairies to the North. Any construction within it has the potential to alter drainage patterns and increase pollution levels with adverse effects on fish, fish habitat and other aquatic species.

4.4.2 Changes to the environment on federal lands;

Since 2019 the Green Coalition has been appealing to the Government of Canada to help preserve the Government owned 150 hectare portion of the unique 200 hectares natural space to the North of the airport.

On December 3rd, 2020 the Honourable Clifford Lincoln, former Environment Minister of Quebec, wrote an open letter^{vii} signed by many prominent community leaders to the federal government in support of the Green Coalition's call for the creation of a National Wildlife Area on this land.

On March 2nd 2021 lawyers for the Coalition sent a letter to the Honourable Jonathan Wilkinson^{viii} regarding at-risk bird species and the creation of a National Wildlife Area and received an encouraging reply on May 3rd 2021^{ix}.

The Green Coalition continues to call on Honourable Ministers Wilkinson, Alghabra (previously Marc Garneau) and Guilbeault for the creation of a National Wildlife Area on this vital section of Montreal's last large unprotected ecosystem.^x

The Agglomeration and City of Montreal have recognised the importance of the area. The Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal^{xi} designates the areas of Government of Canada land immediately to the south of the project site as "Grand espaces verts ou récréation" and to the south as "Conservation". Since 2013 the Agglomeration has indicated its desire to include this conservation area, together with a part of the Montreal Technoparc territory, in a new Parc Nature des Sources^{xii} within the Écoterritoire de la coulee verte du Ruisseau Bertrand^{xiii}.

A Declaration adopted by the Montreal City Council on the 19th of April 2021^{xiv} resolved:

"Que la Ville de Montréal enjoigne le gouvernement fédéral à appuyer la conservation du Golf de Dorval ainsi que des lots adjacents qui lui appartiennent, afin de créer une trame verte qui viendrait bonifier le projet du parc-nature des Sources;

Que la Ville de Montréal invite le ministre des Transports fédéral à engager les discussions avec les services de la Ville afin de déterminer les modalités de ce projet de conservation conjoint;

Que la Ville de Montréal reconnaisse l'importance de préserver la vocation d'espaces verts des terrains de golfs situés sur son territoire;"

The Montréal Agglomeration is well below the average for major Canadian cities in the ratio of natural space to population^{xv} thus avoiding further reductions in existing natural infrastructure and the re-wilding of degraded areas are critically important if the city is to be resilient in the face of the ongoing climate and biodiversity crises.

The ecological richness of the area has been recognised by the ADM itself through the designation of 22.7 ha with the Agglomeration conservation zone as the Parc écologique des Sources^{xvi}.

Any further encroachment on and disturbance of these wild and semi-wild areas reduces the diversity and thus the ecological value of all of it.

An Ecological Study of the project site, commissioned by DIVCO, the construction company for the project, is posted on the Canadian Assessment Registry site indicated in paragraph above. Based on



this report the ADM claim that “No wetlands, waterways, sensitive species or habitats or protected zones are present on the site” appears strikingly incomplete.

Among other shortcomings of the study, bird surveys are incomplete and wetland-indicator species have not been thoroughly documented. In addition the report refers to the vital wild-space of the Monarch Fields as a “wasteland”, an unscientific and pejorative term implying that land not built or otherwise modified by man is wasted.

The study recognizes the presence of Milkweed on the site but attempts to minimise its importance as part of a Monarch breeding ground because it is not a recognised staging ground and the fact that, despite the COSEWIC designation^{xvii}, the Monarch is not formally recognised as endangered by either Federal or Provincial authorities. Observations at more appropriate times of the year would have shown the presence of a large breeding population.

3.4.6 Changes to the environment that occur outside of Canada;

There is potential to impact the number of Monarch butterflies migrating from Canada to California and Mexico the migration of birds to and from countries all the way to Central America.

3.4.7 Changes to the environment that could affect the Indigenous peoples of Canada;

The site is on unceded territory of the Kanien'keha:ka (Mohawk) nation.

5. Potential to cause adverse effects that are directly related or incidental to a federal authority

5.1 Making a decision that would permit the carrying out, of the project

The ADM and the Ministry of Innovation, Science and Economic Development who are conducting the current Impact Assessment on the project are Federal Authorities.

5.2 Providing financial assistance for the purpose of enabling the project to be carried out, in whole or in part

The project has been allocated \$28.99M in Federal financial investment.

6 How we became aware of the project

The Green Coalition were first made aware that construction was being considered by reports of survey activity on the project site in April of 2021 This was confirmed through the office of Member of Parliament Francis Scarpeleggia in early June. The Green Coalition responded by sending the letter requesting the Federal Government to intervene addressed to the Honourable Jonathan Wilkinson, the Honourable Omar Alghabra and the Honourable Steven Gilbeault on June 5th 2021 cited in paragraph 4.4.2 above.

ⁱ Green Coalition/Coalition Verte 25 years 1988-2013

ⁱⁱ Operational Guide : Designating a Project under the *Impact Assessment Act*

ⁱⁱⁱ Canadian Impact Assessment Registry.

^{iv} Media Reports 2021

^v Sixth Assessment Report (AR6) – Intergovernmental Panel on Climate Change

^{vi} Speech from the Throne, 23 September, 2020. p.24

^{vii} Westmount Mag 3 December 2020

^{viii} Letter to Minister of Environment 2 March, 2021

^{ix} Reply from Minister of Environment 3 June, 2021



-
- x Letter to Ministers 5 Jun 2021
 - xi Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal
 - xii Parc nature des Sources - Un pas de plus vers le dernier-né des parcs-nature de la Ville de Montréal, Montréal communiqué de presse, 13 September 2013.
 - xiii Plan Concept, Écoterritoire de la coulée verte du Ruisseau Bertrand. Montréal, December, 2014
 - xiv Montréal Déclaration des Golfs 19 April 2019
 - xv Montréal Plan décennal d'immobilisations 2021-2030, fiche détaillées, P.75
 - xvi ADM inaugure le Parc écologique des Sources, ADM communiqué de presse, 22 April, 2021
 - xvii Species Profile, Monarch, Government of Canada.